



**1^{er} octobre
consultation
militante**

Redonner l'espoir

La
France
qu'on
aime



L'UNIVERSITE d'ETE
La ROCHELLE, LES 28 - 29 - 30 AOÛT 2009

sommaire

Vie fédérale : impressions de La Rochelle	
Jaurès fait salle comble :	page 2
La TVA à 5,5% dans la restauration :	page 3
Edito :	page 3
Dossier : Rentrer par temps de crise	pages 4, 5 et 6
Le MJS 35 en marche pour son congrès :	page 6
La Rochelle, être utile aux Français :	page 7
Primaires et rénovation :	
l'expérience du PASOK :	page 8

**Votation
citoyenne
le 3 octobre**

Impressions de La Rochelle 2009

Pour une fois, nous, militants, pouvons être d'accord avec ce que les médias racontent de notre Université d'été.

Après trois jours, sérieux, studieux et conviviaux, nous rentrons de La Rochelle heureux et soulagés. Soulagés d'avoir échappé au pire que l'on nous prédisait, heureux d'avoir retrouvé un parti uni autour d'un programme de travail aussi copieux que clair, un parti qui dénonce et qui propose.

Le mérite en revient d'abord à notre Première Secrétaire et à tous les participants de La Rochelle. Le silence de Martine Aubry que d'aucuns imputaient à de la faiblesse, de l'irrésolution voire de l'impuissance était vraisemblablement le silence du travail et de la réflexion.

En annonçant dès le vendredi qu'elle entendait lier refondation et rénovation du Parti avec un calendrier serré, elle a clairement séparé les aspects internes et les aspects externes, objets de l'Université d'été.

En accueillant ces annonces avec un véritable enthousiasme, les militants ont évidemment convaincu certains de ravalier leurs petites phrases assassines.

Dès lors, les militants ont pu se consacrer sans arrière-pensée au travail de réflexion avec les représentants des autres partis de gauche, d'autres partis socialistes européens, les intellectuels, les économistes, les artistes, les associations présents à La Rochelle et, si nous en jugeons par les ateliers auxquels nous avons participé, le travail a été de haut vol.

Mohamed Boumahdi et Jean-François Picaut.

UN CALENDRIER MILITANT SERRÉ

• **Jeudi 1^{er} octobre** : vote en section pour la désignation de la tête de liste aux élections régionales de mars 2010 et sur les propositions de rénovation du Parti :

- 1- Les primaires ouvertes ;
- 2- Le non-cumul des mandats ;
- 3- La parité, la diversité et le renouvellement générationnel ;
- 4- Pour une démocratie interne aboutie ;
5. Pour des règles d'éthique.

• **Samedi 3 octobre** : votation citoyenne pour la défense du service public de la Poste.

• **Samedi 17 octobre** : de 10 h à 16 h au Triangle, à Rennes, **1^{er} forum pour la préparation des régionales** portant sur l'Education, la formation et l'acquisition des connaissances. Trois autres forums auront lieu : le 14/11 sur le cadre de vie et l'environnement (Côtes-d'Armor), le 28/11 sur le nouveau modèle de développement économique régional (Finistère) et 05/12 sur l'aménagement et l'identité du territoire (Morbihan).

• **Courant novembre** : manifestation conviviale avec la présence espérée de Martine Aubry. La traditionnelle Fête de la Rose aura lieu à cette occasion sous une autre forme.

• **Courant novembre également** : états généraux sur la culture.

• **Jeudi 3 décembre** : vote sur la liste socialiste départementale pour les régionales.

• **Mi-décembre** : assises des territoires.

• **Samedi 30 janvier** : lancement de la campagne des régionales à Rennes.

• **Au cours du trimestre** : séminaire spécifique aux secrétaires et trésoriers des sections d'Ille-et-Vilaine.

Jaurès fait salle comble



103 personnes ont délaissé un samedi après-midi ensoleillé de septembre pour entendre les lumières de Jaurès.

Dans le cadre du 150^e anniversaire de la naissance du théoricien socialiste, la section Jean-Jaurès Rennes-Centre a organisé le 12 septembre une conférence sur le thème *Jaurès serait-il encore socialiste en 2009 ?* Après une rapide biographie introductive par Anabel Marie, secrétaire de la section, Edmond Hervé a mis en exergue l'érudition de ce fils des Lumières et l'anticipation de ses théories.

Le sénateur d'Ille-et-Vilaine a insisté sur l'éternelle synthèse que fit Jaurès entre l'ouvrier des villes et l'ouvrier des champs, entre les philosophies allemande et française, entre les forces de l'esprit et l'idéal de justice et de fraternité, entre le présent et le futur.

Jaurès a lié, dit-il, le socialisme et la république, l'égalité et la liberté, l'individu et le collectif. En 2009, ses écrits demeurent contemporains tant ses idées nous éclairent : *La science doit être au service de la société, de la justice, l'école légitime le suffrage universel...*

Jaurès a défini le marxisme d'abord comme un humanisme, le développement de l'individu permettant le développement du collectif. *Ce théoricien du service public croit au mouvement coopératif*, tout en préservant la propriété individuelle dès lors qu'elle n'est pas oppressive.

Edmond Hervé a souligné le caractère démocrate de Jean Jaurès, tant il est le père du socialisme républicain qui fera comprendre à ses camarades la nécessité du combat électoral pour obtenir le pouvoir par la loi et non par la force. Ses thèses deviendront majoritaires au congrès de la SFIO de 1908. C'est lui encore qui va négocier la constitution d'un grand parti pour diffuser et rassembler sur un socle : la république sociale, la république économique et la république culturelle sous l'égide d'institutions garantes des valeurs et d'un Etat décentralisé.

Tout au long de son exposé, Edmond Hervé nous a interpellés sur l'actualité du militant, de l'orateur, du théoricien politique, de l'initiateur d'alliances, de l'inspirateur de la laïcité de 1905. En fin de conférence, il nous a livré le dernier éclair : Jaurès, l'homme de paix et l'internationaliste, a anticipé dans *L'armée nouvelle* les conflits du XX^e siècle.

Oui, Jaurès serait adhérent du PS en 2009 et le PS ferait appel à lui, a conclu l'auteur de *La permanence de Jaurès*.

Après un débat riche et nourri par quinze intervenants, Frédéric Bourcier, Premier Secrétaire Fédéral, a insisté sur le discours d'unité et de rassemblement de Jaurès toujours valable aujourd'hui, citant François Mitterrand : *Il faut toujours revenir à Jaurès*.

Jean-Pierre Leborgne

Sous les projecteurs

La TVA à 5,5 % dans la restauration : un scandale !



Peut-on faire la rentrée sans revenir sur le scandale de la baisse de la TVA sur la restauration ?

Le gouvernement n'a cessé d'élever la voix pour dire qu'il va punir les restaurateurs récalcitrants qui ne baisseraient pas au moins un plat ou une boisson.

Il va réunir les employeurs pour obtenir un accord salarial à minima.

Ainsi, le gouvernement voudrait bien que le débat en reste là. Mais les gesticulations gouvernementales ne peuvent éluder la réalité.

La question n'est plus de savoir si les restaurateurs jouent le jeu ou pas. Chacun sait que les résultats sont nuls : pas de baisse réelle des prix, pas d'augmentation des salaires.

Non, la question devient : «était-il opportun de prendre cette décision quand l'argent manque ?».

La dette de la France était de 44 milliards en 2008, au 1^{er} juillet 2009, elle dépasse les 109 milliards. Pourquoi rajouter 3 milliards à cette dette lorsqu'il n'y a aucun effet économique attendu ?

3 milliards c'est plus que tout le budget du ministère de la Culture (2,7 milliards).

3 milliards c'est près de la moitié du budget de la Justice (6,4 milliards).

Aucune explication ne tient.

Si, une : ce serait une promesse du candidat Sarkozy. Mais pourquoi satisfaire celle-là et pas celle de l'augmentation des petites retraites ? Ces milliards dépensés en pure perte chaque année accentuent la mise en faillite de l'État justifiant les suppressions d'emplois comme dans l'Education nationale.

3 milliards c'est le salaire annuel de 85 000 fonctionnaires. Et 85 000 c'est le nombre de postes d'enseignants supprimés depuis 2002.

Marcel Rogemont,
Député d'Ille-et-Vilaine

MAISON DES SOCIALISTES

**Talon à adresser à la Fédération
d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste
22, rue de La Chalotais - 35000 Rennes**

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Commune : _____

Je fais un don de euros par chèque libellé à l'ordre de l'ADFPS 35 pour aider à l'aménagement de la nouvelle **Maison des Socialistes** d'Ille-et-Vilaine du 22, rue de la Chalotais.

Je recevrai en 2010 un reçu fiscal spécifique pour cette contribution exceptionnelle.

Edito



Par
Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

1^{er} Octobre Première étape

Le vote qui va intervenir ce jeudi 1^{er} octobre marque un virage pour le Parti Socialiste.

En désignant Jean-Yves Le Drian comme chef de file des socialistes bretons, nous allons lui montrer notre reconnaissance pour la victoire historique de 2004, notre satisfaction pour le travail accompli à la tête de son équipe et notre confiance dans sa capacité à impulser un projet répondant aux défis de notre Région. Nous souhaitons que ces élections régionales constituent l'antithèse de ce qui s'est passé pour les élections européennes. Le Parti Socialiste doit partir uni à la bataille, il doit rassembler ses partenaires, il doit porter un projet de développement durable – social, économique, écologique. Ce sont, avec un bilan jugé positif, avec un président apprécié des Bretons, les conditions qui doivent nous conduire à la victoire en mars prochain.

Nous allons aussi, le 1^{er} octobre, décider, ou pas, de faire évoluer la culture du PS sur des sujets qui comptent pour un parti démocratique. Conscients que la V^e République — c'est encore plus vrai avec l'inversion des calendriers présidentiel et législatif — conduit à une toute puissance du scrutin présidentiel, nous proposons que la ou le candidat-e de gauche (ou du PS) soit désigné-e à l'occasion de ces primaires ouvertes afin de mobiliser fortement dès l'étape de la désignation. Sans doute faudrait-il associer tous les citoyens qui participeront aux primaires à l'élaboration de notre projet politique. Ainsi nous passerions d'une sollicitation électoraliste à une mobilisation citoyenne. La politique amène certes à choisir les responsables. N'oublions pas qu'elle doit formuler un projet de société fidèle à des valeurs.

La limitation de certains cumuls de mandats – simultanément et dans le temps – est évoquée depuis longtemps. Il vise à rapprocher l' élu du citoyen par plus de disponibilité. Il vise aussi à améliorer le renouvellement et la représentativité. Sur ce dernier point, il nous faudra inventer de nouveaux droits pour que l'accès à la fonction élective soit aussi égalitaire dans les faits qu'il ne l'est en droit. Mieux vaut être enseignant qu'ouvrier dans le secteur privé pour se présenter à un scrutin et assumer ses mandats.

Enfin, une commission d'éthique va renforcer la fiabilité de notre démocratie interne. Il n'est pas besoin, 10 mois après Reims et des événements qu'un livre contribue à ne pas faire oublier, de noter l'impérieuse nécessité de fonder notre action politique interne sur des comportements démocratiques irréprochables.

La crise, depuis un an, touche chacun de nous à des degrés divers. Pour mesurer plus précisément ses effets dans notre département, L'Unité 35 a décidé de recueillir le témoignage de personnes qui, par leur profession ou leur engagement, peuvent rendre compte de son impact sur différentes catégories de personnes.



Comme travailleur social dans un canton de l'ancien arrondissement de Montfort, j'ai pour mission d'accueillir la population sans distinction et de l'informer sur ses droits, l'orienter. J'accompagne les personnes en exclusion, démunies, isolées dans leur projet de vie, d'insertion sociale, professionnelle. J'assure aussi une «veille» sur les situations d'enfants en risque ou

La crise vue par un travailleur social

en danger et je propose des aides éducatives aux parents en difficulté. La dégradation de la situation sociale des personnes ne date pas d'hier mais remonte plus loin avec un démantèlement systématique des droits et des dispositifs depuis ces dernières années. On assiste de plus en plus à un glissement des classes dites moyennes vers la précarité. Mes collègues et moi, nous accueillons des familles qui jusqu'ici n'avaient jamais eu affaire à nos services. Ces nouvelles populations sont en désarroi face à un système d'aides qu'elles ne maîtrisent pas sans difficulté : les réactions de colère, les violences à l'égard des agents ne sont pas exceptionnelles. Nous avons l'habitude dans le métier de dire que nous sommes la soupape de sécurité sur la «cocotte minute» du

social. Aujourd'hui cette soupape est en train de sauter. Si nos services ne peuvent plus «amortir» le choc, c'est la voie ouverte aux débordements... Les difficultés sont surtout d'ordre budgétaire, avec une augmentation des charges liées à l'énergie (la dérégulation du marché de l'électricité n'aide pas), des situations de surendettement, avec des banques qui refusent de plus en plus les réaménagements de crédits, des petits propriétaires bloqués avec des crédits immobiliers qu'ils ne peuvent plus payer et des biens qui ne trouvent pas acheteur, enfin un marché de l'emploi qui est figé avec des employeurs qui préfèrent attendre de voir comment tourne la crise et se débarrassent de leurs intérimaires.

Christian Jaouen,
travailleur social

Une association face à la crise

L'Association d'Entraide des Travailleurs Turcs de Rennes (AETTR) regroupe environ 400 familles d'origine turque à Rennes et dans le département d'Ille-et-Vilaine, ce qui représente à peu près 600 travailleurs, des hommes pour la plupart car, dans notre tradition, la femme reste au foyer.

Les jeunes femmes qui travaillent sont le plus souvent employées dans les grandes surfaces, les commerces alimentaires ou la restauration : à ce titre, elles sont peu touchées par la crise. Nos adhérents masculins, en revanche, souffrent sans doute plus que la majorité de la population depuis un an.

Nous comptons une trentaine d'entrepreneurs dans nos rangs, tous dans le secteur du bâtiment. Leurs entreprises vont de quelques ouvriers à plus de 80 personnes, dans le secteur du gros œuvre, essentiellement, mais aussi en plâtrerie, enduit et carrelage. Leur secteur de prédilection est celui de la construction individuelle. Aussi ont-elles été très vite et très durement touchées par la restriction du crédit et l'augmentation du chômage.

Il s'est produit des cessations d'activités, des dépôts de bilan. Moi-même, j'ai dû me séparer de deux collaborateurs dans ma petite structure familiale. Un ami a dû licencier 17 de ses trente salariés. Des baisses d'effectifs de 30 à 50 % ne sont pas rares.

Le chômage est très dur à supporter pour des gens originaires d'un pays où la culture du travail est très forte. Les gens sont fiers et cherchent à cacher leur gêne : on arrête de fumer, on cherche à vendre sa voiture (en vain, bien sûr !) et la solidarité familiale joue à fond.

Notre association joue aussi son rôle d'entraide : nous avons plus que doublé la surface de notre boutique associative, les repas caritatifs du soir sont passés de quelques unités à plus d'une trentaine...

Mon vœu le plus cher, pour nos adhérents et pour tous les Français, c'est que la crise finisse au plus vite et que chacun puisse vivre des fruits de son travail.

Durmus SAHIN, Président de l'AETTR



PAR TEMPS DE CRISE

Ce dossier a été préparé par
**Mohamed Boumahdi, Sylvie
Lefranc, Catherine Milin et
Jean-François Picaut.**



La santé par temps de crise

J'exerce à Rennes depuis un certain nombre d'années, d'abord rue de Brest puis au centre ville. Ma patientèle est répartie sur l'ensemble de la ville et couvre l'éventail des classes sociales.

Comme tous les Français, les malades sont touchés par la crise même si, en ce qui concerne mes patients en tout cas, les gens continuent à consulter normalement pour les cas graves. Je reçois évidemment tous les patients bénéficiaires de la CMU (15 % de ma clientèle environ) et je dois dire que, pour ma part, je ne rencontre pas de difficulté quand je les adresse à un spécialiste.

La nouveauté, liée au déremboursement de certains médicaments, tient à une plus fréquente auto-médication qui peut s'avérer dangereuse lorsque l'auto diagnostic, même aidé par le pharmacien, s'avère erroné. Il serait grave, à mon avis, de poursuivre dans cette voie.

Mais le plus spectaculaire concerne évidemment les prothèses ophtalmologiques et surtout dentaires : beaucoup de gens n'y ont pas accès ou n'ont pas accès au progrès technique du fait de leur mauvais remboursement. C'est encore plus grave pour les parodontopathies comme le déchaussement des dents qui touchent surtout les personnes âgées mais n'épargnent pas toujours les plus jeunes.

En matière de prévention, je m'étonne de ce que la visite prénuptiale ne soit plus obligatoire et je m'interroge sur le fait que la CAF ne semble plus contrôler que les consultations pour les nourrissons sont bien effectuées.

Il faudrait évidemment parler, mais je sortirais de mon domaine, des conditions très difficiles dans lesquelles notre hôpital public remplit sa mission, pourtant indispensable, et de la tendance de nombreux spécialistes en clinique à se conventionner en secteur 2.

Dr Christiane SALMON,
médecin généraliste, certificat de pédiatrie

Les jeunes face à la crise



Entretien avec Philippe JOURDAN, Directeur de la Mission Locale du Bassin d'emploi de Rennes.

Est-ce que vous ressentez une aggravation de la situation des jeunes que vous recevez au sein de votre structure, au cours de ces derniers mois ?

Tout le monde ressent, bien sûr, cette aggravation. Pour ne donner qu'un chiffre, le nombre de jeunes inscrits en catégorie A a augmenté dans le département d'Ille-et-Vilaine de 47% entre juillet 2008 et juillet 2009. En valeur absolue, nous sommes passés de 3500 jeunes de moins de 25 ans à 5150. Ce chiffre ne rend compte que très partiellement de la dégradation de la situation. La

crise, c'est aussi des difficultés accrues pour les jeunes dans tous les champs de leur vie sociale : logement, santé...

Qu'est-ce que la crise a provoqué comme difficultés supplémentaires dans leur situation ?

La réponse dépend de la situation initiale des jeunes. Certains qui, en période de croissance, trouvent relativement facilement une activité salariée au terme de leurs études buttent aujourd'hui sur la situation économique ; d'autres, habitués aux missions intérimaires, se retrouvent sans perspectives. Enfin, les jeunes qui rencontraient précédemment des difficultés à l'insertion perdent, quelquefois légitimement dans cette période, tout espoir.

Les jeunes qui sont venus voir la Mission Locale du Bassin d'emploi de Rennes au 1^{er} semestre 2009 sont 30% plus nombreux que ceux venus au 1^{er} semestre 2008.

Qu'est-ce que la crise a provoqué comme difficultés nouvelles pour les aider dans leur insertion sociale et professionnelle ?

Evidemment la pénurie d'offres d'emplois. Mais aussi l'attitude parfois découragée de certains jeunes. On aurait tort de mesurer les effets de la crise aux seuls chiffres des inscrits à Pôle Emploi. Notre travail dans cette période est de les convaincre de l'intérêt des formations qualifiantes pour saisir les opportunités en sortie de crise.

Propos recueillis par **Sylvie Lefranc**

Les étudiants et la crise (suite du dossier)

Entretien avec **Amandine Escherich**,
secrétaire générale de l'UNEF Rennes.



Amandine, la crise touche également le milieu étudiant, comment cela se traduit-il ?

Alors que les étudiants subissent de plein fouet la crise et ses conséquences en termes de pouvoir d'achat et d'accès à l'emploi, cette année, plus que les précédentes, le coût de la rentrée augmente, avec une hausse de 3,2% des dépenses obligatoires qui composent le « panier étudiant », parmi lesquelles les frais d'inscription (+2%), les cotisations de Sécurité sociale (+1,1%), la restauration (+1,7%) ou le loyer (3,3%). Pourtant, les étudiants sont les grands oubliés des mesures « anti-crise » prises par le gouvernement. Rien n'est prévu pour la rentrée ! Alors que 75% des étudiants reprennent les cours avant le 15 septembre, ils ne perçoivent ni bourses ni aides au logement pour ce premier mois.

L'UNEF sensibilise les étudiants sur le coût de la rentrée, quelles sont les revendications de l'UNEF ?

Une campagne est actuellement menée par le syndicat dans toutes les universités. Les étudiants sont alertés sur le fait que leurs difficultés ne sont en réalité pas imputables qu'à la crise, mais aussi liées aux décisions prises par le gouvernement. C'est lui, par exemple, qui décide de l'augmentation du prix des repas dans les restaurants universitaires ou des frais d'inscription...

Des mesures d'urgences sont réclamées pour faire face à la situation : la mise en place d'un 10^e mois de bourse, une aide à la recherche du premier emploi, l'augmentation de 10 % des aides au logement et l'accélération des constructions et des réhabilitations de logements étudiants, mais également l'exonération de la taxe d'habitation pour tous les étudiants.

Propos recueillis par **Catherine Milin**

LE MJS

Le MJS 35 en marche pour son congrès...



Antoine Détourné,
président du MJS.

Tous les deux ans, le Mouvement des Jeunes Socialistes vit au rythme de son congrès. C'est le moment de redéfinir la ligne politique, les dirigeants de l'organisation. Le MJS d'Ille-et-Vilaine participe activement à ce moment de démocratie interne qui verra également le renouvellement de ses cadres locaux. C'est également l'occasion de travailler sur des sujets de fond. Le MJS 35 va écrire une résolution thématique qui fera partie des textes présentés au Congrès. En effet, le Mouvement des Jeunes Socialistes a un fonctionnement tel que les fédérations participent pleinement au processus de congrès que ce soit sur le fond ou sur la forme.

Le MJS 35 tient également à féliciter Antoine Détourné pour ses deux ans de présidence.

Le MJS 35 soutient le RUSF

Depuis 1 an déjà, le Mouvement des Jeunes Socialistes d'Ille-et-Vilaine s'engage d'un point de vue matériel autant qu'humain auprès du Réseau Universités Sans Frontière (RUSF). Ce réseau apporte son soutien aux étudiants étrangers sans

papiers qui sont victimes de la politique inhumaine de la droite.

La politique du chiffre de Nicolas Sarkozy en tant que ministre de l'Intérieur puis Président est dangereuse. Elle montre du doigt les étrangers comme des boucs émissaires pour éviter de poser les véritables questions sur les effets néfastes de l'action présidentielle depuis deux ans. Les étrangers sont traqués au quotidien, parqués comme de véritables criminels dans des centres de rétention, expulsés dans des pays où ils risquent parfois la mort et qu'ils avaient quitté en espérant une vie meilleure. Il est important de leur apporter notre soutien et c'est pourquoi le MJS 35 continue et continuera son engagement auprès du RUSF.



Réunions du RUSF :

tous les mardis à 18 h 30, dans les salles F sur le campus de Villejean.

Si vous connaissez un étudiant étranger en difficulté, n'hésitez pas à lui indiquer les lieux et horaires des réunions. Il peut également nous contacter au 06 68 56 47 52.

Fanny Panhaleux,
Animatrice Fédérale du MJS 35
mouvementjeunessocialistes@gmail.com

Etre utile aux Français

En clôturant La Rochelle 2009, Martine Aubry, dans son discours final, a dénoncé sans complaisance les méfaits du gouvernement Sarkozy-Fillon mais elle a surtout tenu à faire des propositions immédiates ou à long terme pour «être utile aux Français».

Pouvoir d'achat

- Remboursement de 200 € de TVA pour les 16 millions de foyers non imposables ;
- Maintien des allocations familiales pour les plus de 20 ans ;
- Incitation forte aux plans de déplacement d'entreprise pour ramener le coût des déplacements domicile-travail à moins de un euro par jour.

Emploi

- Création de 150 000 emplois-jeunes dans l'économie verte et les services aux personnes ;
- Mise sous tutelle par le tribunal de grande instance des entreprises largement bénéficiaires, qui profitent de cette période de crise pour transférer l'activité à l'étranger en pillant les carnets de commandes et les savoir-faire d'établissements totalement rentables ;
- Accroissement du niveau et de la durée de l'indemnisation du chômage alors que la durée de celui-ci augmente ;
- Propositions pour que les entreprises bénéficiaires qui licencient, financent le reclassement des salariés et la ré-industrialisation de leur site ;
- Sécurité sociale professionnelle, pour permettre la progression de chacun dans la vie au travail et pour éviter le chômage sans activité.

Régulation du monde de la finance

- Entrée de l'Etat dans les conseils d'administration des banques refinancées par **la puissance publique**
- Lancement d'une grande campagne des socialistes européens (sans doute avec le Parti démocrate américain) pour imposer une régulation financière au cœur de laquelle se trouvent la limitation et la réglementation des rémunérations variables et l'encadrement des hautes rémunérations.

Construction d'un nouveau modèle de développement économique, social et durable

- Partage des richesses au profit des salariés ;
- Aide à l'agriculture européenne (et notamment française) pour accélérer son évolution vers l'arrêt des pesticides et des nitrates, vers le bio, le durable, la proximité ;
- Soutien à la recherche et accompagnement des PME aujourd'hui délaissées ;
- En matière de santé : politique de prévention, lutte contre les déserts médicaux et contre les inégalités ;
- Présence des salariés dans les conseils d'administration ou dans les comités de rémunération ;
- Propositions pour une contribution climat socialement juste et écologiquement efficace.

Notre Première secrétaire a aussi rappelé la volonté farouche du Parti Socialiste de combattre le redécoupage électoral et le démantèlement des collectivités locales par les transferts de charges ou la «réforme» territoriale.

«Après avoir affaibli les droits de l'opposition au Parlement, le gouvernement s'est attaqué à un redécoupage électoral dont les conséquences sont

claires : une quarantaine de députés socialistes en moins avec le même score, plus de 51% voix nécessaires pour avoir la majorité des sièges. Pourquoi ce scandale n'est-il pas unanimement dénoncé ? La démocratie est bafouée. Nous nous battons jusqu'au bout pour nous faire entendre.

Nous démontrerons que les vrais conservateurs sont ceux qui tournent le dos à la décentralisation, qui continuent par la déconcentration à exercer des contrôles tatillons sur les collectivités locales et qui proposent à la France une organisation archaïque du territoire».

Elle a appelé à une grande votation citoyenne, le 3 octobre, pour défendre *La Poste*.

Martine Aubry a conclu ainsi son discours : «Refonder les idées, refonder notre Parti et construire la maison commune de la gauche, voilà l'ambition fixée à La Rochelle. Le travail est immense mais vous êtes là, fiers de ce que nous sommes et enthousiastes à ramener l'espérance. Alors tout est possible. La France qu'on aime le mérite ! Bon travail mes camarades !»



Primaires et rénovation : l'expérience du Pasok

(Mouvement Socialiste Panhellénique)



Paulina Lampsa

Paulina, pouvez-vous nous dire quand et pourquoi le PASOK a éprouvé le besoin de se lancer dans un processus de rénovation interne ?

Ce besoin est devenu pressant en 2004 lorsqu'on est passé à l'opposition,

après avoir été au gouvernement plusieurs années. Le parti n'était pas prêt à s'adapter à cette nouvelle situation : le nombre des membres déclinait, les organisations locales n'avaient pas de contact réel avec la société. On s'est rendu compte alors que, sans un processus de rénovation interne, on ne serait pas en mesure de répondre aux besoins de notre électorat au sens large.

Pourquoi avez-vous souhaité que des primaires fassent partie de ce processus ?

Georges Papandréou qui avait été proposé par l'ex-Premier Ministre Costas Simitis pour la Présidence du Pasok a désiré être élu par une base beaucoup plus large que le Comité Central du Parti, afin d'avoir la légitimité et le prestige nécessaires à une politique de rénovation importante. En même temps, il a estimé que ce processus créerait un réseau de membres et de sympathisants qui, par sa dynamique, aiderait les réformes.

Le PASOK a déjà organisé des primaires : quelles ont été les modalités ? Les résultats ont-ils été à la hauteur des espérances ?

Le Pasok a organisé deux primaires. La première, en 2004, n'avait qu'un seul candidat. Un million de personnes ont participé dans toute la Grèce. Chacun pouvait participer, à condition d'être ou de devenir membre ou sympathisant et de payer une contribution symbolique. La deuxième primaire a eu lieu en 2007 et il y a eu trois candidats. Ont participé à peu près 800 000 personnes. Le niveau de la participation, la qualité des débats

et la capacité de nos militants à surmonter les obstacles au niveau pratique et opérationnel ont dépassé toutes nos prévisions.

En dehors des primaires, quelles sont les principales caractéristiques de la rénovation entreprise par votre parti ?

La rénovation a été organisée autour de deux axes, parti ouvert et parti digital (numérique). Dans cet esprit, furent adoptées, entre autres, dans nos statuts les dispositions suivantes : création de réseaux thématiques, mise en place d'un processus participatif pour l'élaboration du programme, utilisation à tous les niveaux des possibilités don-

Entretien avec
Paulina LAMPSPA,
Secrétaire à l'International
du parti socialiste grec

nées par les nouvelles technologies au service de la participation et de la transparence, élection



Georges Papandréou
Président du Pasok
de l'Internationale socialiste

d'un «ombudsman» (un arbitre indépendant) pour la protection des droits des membres et des sympathisants, réalisation de «referendum» pour la sélection de candidats au niveau local et régional, 40% de quota pour les femmes, non cumul de mandats. On a également

décidé d'être un parti ouvert au monde en faisant l'investissement nécessaire pour un renforcement des relations bilatérales et multilatérales avec les partis frères et les organisations progressistes au niveau européen et mondial.

Diriez-vous que le processus de rénovation entreprise a eu une influence sur la

refondation idéologique du parti ? Et si oui, laquelle ?

La rénovation entreprise a eu une influence sur la refondation idéologique du parti en limitant les dogmatismes et en permettant d'élaborer une plateforme idéologique qui puisse refléter la richesse et la modernité de tous les courants de pensée du socialisme moderne mais également des mouvements sociaux. Elle a permis aussi d'intégrer dans notre vision l'agenda global.

Avec le recul et l'expérience qui sont les vôtres, quels conseils donneriez-vous à vos camarades français ?

Le seul conseil que je puisse donner, c'est qu'il ne faut pas avoir peur du changement et de la rénovation, tout en soulignant que chaque réalité nationale est différente et qu'aucun modèle ne peut être copié intégralement. Pour tous les partis de notre grande famille socialiste, l'adaptation aux défis contemporains est une question de survie. L'échange de nos expériences est plus que jamais nécessaire pour nous inspirer mutuellement et nous améliorer.

Je vous remercie d'avoir accepté cet entretien et d'avoir bien voulu vous exprimer en français.

Merci à vous et mes amitiés aux camarades d'Ille-et-Vilaine.

Propos recueillis par **Jean-François PICAUT**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Votre abonnement à l'Unité 35 arrive à échéance ?

Un bon réflexe : réabonnez-vous

Bulletin à renvoyer à l'Unité 35 :
22, rue de La Chalotais - 35000 RENNES

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : [] [] [] [] []

Ville : _____

(0,76 euros, le numéro - 10 numéros par an).

Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35)